



Contexte Rencontre avec Zoë Hammatt, consultante en intégrité scientifique qui a rejoint le Conseil d'orientation de l'Ofis en juin dernier. Elle nous explique sa vision de la promotion de l'intégrité scientifique, forgée par une culture du partage de bonnes pratiques à l'échelle mondiale



Zoë Hammatt



Consultante en intégrité scientifique, membre de nombreux comités et projets à l'échelle internationale, qu'est-ce qui vous a conduit à travailler sur ce sujet ?

Zoë Hammatt : Je suis juriste de formation, et c'est en tant qu'avocate que j'ai été sollicitée sur un cas de méconduite à l'université d'Hawaï en 2007. A l'époque, il y avait très peu de procédures systématiques pour instruire les cas et protéger toutes les parties prenantes. Ce besoin étant crucial à mes yeux, j'ai aidé à construire un dispositif pour l'université. De plus, en 2010, *La National Science Foundation* a exigé des universités américaines qu'elle finançait qu'elles se dotent d'un plan pour promouvoir un environnement favorable à une conduite intègre de la recherche. J'ai naturellement contribué à élaborer celui de l'université d'Hawaï et j'ai été nommée ensuite référente à l'intégrité scientifique.

Quelle est votre vision de la promotion d'une recherche intègre ?

Z.H.: La base, c'est une bonne connaissance des bonnes pratiques du métier de la recherche. Ensuite, en cas de problème, il faut des lignes directrices et des procédures claires pour accompagner tous les acteurs de manière très opérationnelle et pas seulement les référents ou les chefs d'établissement. Selon les juridictions et la complexité des cas, garantir la confidentialité de l'instruction et protéger les lanceurs d'alertes comme les accusés ou les établissements peut requérir le concours des services informatiques, juridiques voire ceux des ressources humaines. L'ensemble fonctionne d'autant mieux que les procédures sont connues de tous les chercheuses et chercheurs. Bien sûr, elles varient d'un établissement à l'autre, d'un pays à l'autre. L'essentiel est d'avoir des bases communes et de partager les meilleures pratiques, l'intégrité scientifique ne se limitant évidemment pas aux manquements.

En quatre traits

Aujourd'hui. Professeur associée adjointe à la faculté de médecine de l'université d'Hawaï, consultante en intégrité scientifique -présidente de Z Consulting.

Formation. Juriste, elle est avocate, inscrite au barreau de l'Etat Hawaï et possède aussi une maîtrise de droit et d'éthique en médecine de l'université de Glasgow.

Expériences fondatrices : Référente à l'intégrité scientifique de l'université d'Hawaï (2012-2014). Directrice de la division de l'intégrité et de l'éducation au Bureau américain de l'intégrité de la recherche (ORI) à Washington (2014-2016).

Ligne directrice : Construire une culture de l'intégrité scientifique mondiale. Elle est membre fondatrice des réseaux intégrité scientifique en Asie Pacifique, Afrique et Amérique latine et membre du conseil exécutif de la conférence mondiale sur l'intégrité de la recherche (([WCR](#))).

Le partage de bonnes pratiques à l'échelle internationale est votre leitmotiv ?

Z.H.: Oui, quand j'ai travaillé au Bureau américain de l'intégrité de la recherche (ORI), qui mène des instructions de cas depuis trente ans aux Etats-Unis, j'ai contribué à élargir nos collaborations à l'étranger, notamment au sein de la conférence mondiale de l'intégrité scientifique. Il existe un très grande diversité d'initiatives et de pratiques qui fonctionnent selon les pays, les disciplines et les environnements de recherche. Pour ne citer qu'un exemple, l'Université de Glasgow développe une promotion de l'intégrité scientifique de proximité, en désignant des champions de l'intégrité dans ses départements. Ce sont autant de formules dont on peut s'inspirer, comme nous l'avons fait avec la *Royal Society* à Londres et UKRIO, l'office britannique d'intégrité scientifique pour leurs outils pédagogiques « *Integrity in Practice Toolkit* ». Toutes ces interactions à l'échelle internationale m'ont beaucoup apporté et m'apprennent encore par exemple au sein des réseaux « Asie-Pacifique », « Afrique » et Amérique latine ». Je me réjouis donc d'interagir aussi avec les acteurs français de l'intégrité scientifique.

Vous êtes toujours très impliquée dans la conférence mondiale de l'intégrité scientifique, quelles évolutions observez-vous à cette échelle ?

Z.H.: Je participe à l'organisation de la conférence mondiale de l'intégrité scientifique depuis 2014 et ai été élue au conseil d'administration de la fondation en 2018. Ces conférences étaient principalement focalisées sur les méconduites au sens le plus étroit, c'est-à-dire de ce que l'on nomme les FFP (Fabrication, Falsification, Plagiat). Aujourd'hui, on sait qu'il existe un ensemble de pratiques questionnables qui échappent à ce cadre et on cherche à promouvoir l'intégrité à une échelle plus globale. Il est fondamental de se pencher sur les problèmes systémiques qui peuvent favoriser les mauvaises conduites et qui sont souvent liés à l'environnement de recherche. Pour cela, il nous faut développer ou généraliser une approche réflexive, documentée et validée sur nos propres pratiques.

Quels sont les problèmes systémiques que vous évoquez ?

Z.H.: Je pense, en premier lieu, aux situations de déséquilibre entre partenaires comme celles sur lesquelles porte la prochaine déclaration de la conférence mondiale, « la déclaration de Cape Town », à savoir les inégalités entre pays à faibles revenus et les pays plus riches (lire la rubrique « Déclaration » de l'infolettre). Mais pas seulement. Je pense aussi à tous les déséquilibres qui existent au sein d'un même pays, entre grosses universités et plus petits établissements, au sein d'un même établissement entre grands labos et plus petites unités, au sein de collaborations entre chercheurs à différents stades de carrière ou de notoriété. Ce sont en effet autant de terrains pour les mauvaises conduites.

Quid de certaines étapes d'une carrière qui semblent particulièrement nourrir ce terrain ?

Z.H.: Il est fondamental de s'intéresser aux moments de vulnérabilité dans la carrière de chercheurs. Il est inévitable d'en traverser mais il est important de les identifier parce qu'ils sont souvent propices à des dérapages. La fin de thèse est probablement un de ces moments : quand on enchaîne plusieurs nuits blanches, qu'il faut publier, que l'on glisse une figure préliminaire dans une présentation à finaliser pour le lendemain et que l'on finit par ne jamais remplacer. D'autres situations peuvent être à risques : celles de certains post-docs étrangers, par exemple, qui se trouvent dans un lieu inconnu, souvent seuls et sans soutien. Mais méfions-nous des stéréotypes : pour soutenir les personnes qui se trouvent en situation de fragilité, qu'elle soit réelle ou perçue, nous devons approfondir notre compréhension de ces phénomènes via des travaux de recherche rigoureux, comme en conduisent déjà certains de nos collègues à l'instar de Daniele Fanelli, entre autres. La conférence mondiale œuvre beaucoup dans ce sens.

Une dernière priorité pour mieux promouvoir l'intégrité scientifique ?

Z.H.: Les jeunes chercheurs ! Il me semble capital de les impliquer dans nos réflexions, de les intégrer dans toutes les sphères de discussions mais aussi dans les instances et les comités décisionnaires. Sinon on risque de ne pas les intéresser et rater vraiment quelque chose. De ce point de vue, le serment que les doctorants français prêteront à l'issue de leur soutenance me paraît très important. Je suis même en faveur d'une formation avant le doctorat dès que l'on s'inscrit à l'université. J'ai travaillé avec une université en Thaïlande, où c'est le cas : les tout jeunes étudiants sont sensibilisés, savent qui est la personne référente à contacter en cas de problème. Je suis convaincue que plus la sensibilisation se fait tôt, meilleur est le résultat.

Propos recueillis par Hélène Le Meur

